



G8 les 26 et 27 mai à Deauville

Ne pas laisser les affaires du monde aux mains du monde des affaires

La prochaine rencontre des chefs d'état et de gouvernement des huit pays les plus riches de la planète (G8) se tiendra les 26 et 27 mai à Deauville sous présidence française. A l'ordre du jour de ce sommet il sera question de narcotrafic international, de non-prolifération des armes de destruction massive et de partenariat avec les pays d'Afrique. Une attention particulière sera sans doute prêtée à la situation en Afrique du Nord et au Proche-Orient.

Certes, il s'agit là de sujets d'importance mais qui ne sauraient masquer la responsabilité passée du G8 dans l'impulsion des politiques les plus ultralibérales marquées par l'accélération de la financiarisation des économies et la prédominance des intérêts privés sur l'intérêt général. Ces politiques ont entraîné l'aggravation des inégalités Nord/Sud, le développement de la précarité, du chômage, une déréglementation généralisée des marchés, un démantèlement des services publics et la mise en cause des systèmes de protection sociale solidaire. Elles sont sources de conflits pour l'accès ou la prise de contrôle des ressources disponibles (eau, énergie, terres arabes, ressources minières) et de flux migratoires massifs et désorganisés, poussés par la misère. Elles conduisent à des dégradations de l'environnement (érosion des sols, désertification, gaspillage des ressources, réchauffement climatique, pollutions industrielles...).

La crise vient d'ailleurs de démontrer la faillite de ce modèle, injuste du point de vue social, insoutenable du point de vue environnemental et inefficace du point de vue économique.

Pour inverser ces tendances, la CGT se bat pour faire progresser la mise en œuvre effective d'une régulation économique, sociale, environnementale, mondiale radicalement nouvelle dans le cadre d'institutions multilatérales repensées et démocratisées. Ces régulations publiques nouvelles doivent par exemple passer par un rééquilibrage du poids de l'OIT vis-à-vis de l'OMC, par le fait de donner un contenu concret à l'Europe sociale. Il s'agit aussi de construire et d'animer des « contrepouvoirs citoyens » à opposer au « pouvoir démesuré » du monde de la finance dont l'objectif est de passer outre les règles sociales existantes dans chacun des pays. Ces mobilisations doivent pouvoir s'appuyer sur des normes sociales et environnementales ainsi que sur des relations sociales au niveau international où elles n'existent pratiquement pas, au niveau européen où elles sont insuffisantes, au niveau des Etats où elles doivent être refondées.

Les évolutions en cours dans le monde arabe soulignent avec force le besoin de reconstruire des solidarités internationales efficaces, ancrées sur des exigences sociales fortes. Ainsi, l'annulation de la dette des pays les plus pauvres, la mise en place de nouveaux mécanismes de financement des objectifs du Millénaire dont, en particulier, le recul de la pauvreté de moitié dès 2015, l'introduction de principes de co-développement par une réforme du commerce mondial, la promotion du développement humain durable, sont des mesures à prendre d'urgence.

Pour soutenir ces revendications, le CGT sera présente dans la manifestation et les initiatives qui entourent le G8, au côté des mouvements et associations qui refusent de laisser les affaires du monde aux mains du monde des affaires.

